

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

1F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIEME ANNÉE - 14-6-1972 - N° 59

Grève générale :

La danse de Séguy

république ou monarchie

Michel Phlipponneau :

pour un socialisme régionaliste

(pages 6, 7 et 8)



la danse de séguy : une grève pour rien !

Après la révolte des producteurs de lait bretons, après les grèves de Saint-Brieuc et des « Nouvelles Galeries », les mouvements revendicatifs des paysans et des commerçants, conflits d'où elle était absente, la C.G.T. ne pouvait que rappeler son existence et le fait qu'elle est toujours, par le nombre de ses adhérents, le premier syndicat ouvrier de France. Mais il est hasardeux de lancer un ordre de grève générale à un mois des vacances. M. Séguy pariait sur l'avenir, espérant que cette action préparerait un mouvement revendicatif beaucoup plus ample après la rentrée, espérant rallier tous les mécontents.

LA MOROSITÉ DANS L'EXPANSION

Ceux-ci sont nombreux, malgré ou à cause d'une expansion économique exceptionnelle : le taux français de croissance est en effet le deuxième du monde, après celui du Japon. Un exemple significatif : De Wendel-Sidelor, qui vient de licencier 12.000 employés en Lorraine, a un programme d'investissement de quatre milliards de francs nouveaux, dont 50 % à Fos-sur-Mer, ce qui suppose des profits énormes. Cette volonté d'expansion et de croissance est partagée par le gouvernement, qui s'est lancé dans une politique d'industrialisation, d'urbanisation et d'aménagement du territoire, au demeurant de style quelque peu colonial puisque les centres de décision sont extérieurs à la région concernée. Et ce ne sont pas les habitants de la côte languedocienne qui diront le contraire.

Cette politique coûte cher et une première question se pose : indépendamment des réserves que l'on peut faire sur sa finalité et ses moyens, ce programme n'est-il pas trop ambitieux ?

En tout cas, il s'est traduit par une nette augmentation de la fiscalité de l'Etat et des collectivités locales. On évalue à 36 % la ponction exercée par la fiscalité et la para-fiscalité (Sécurité Sociale) sur le produit national brut.

Or cet accroissement de la pression fiscale a été accompagné de distorsions flagrantes : les commerçants ont été sensiblement plus pénalisés que la moyenne des contribuables. Les impôts fonciers dans les communes d'ortoirs des banlieues qui ont peu d'entreprises commerciales et industrielles, donc moins de patentes à toucher, sont souvent égaux au double des mêmes impôts prélevés dans le centre des agglomérations, etc.

S'ajoutant à cela, des « gaffes » psychologiques invraisemblables de la part du pouvoir : on subventionne pendant des années la sidérurgie lorraine et on annonce brutalement, fin 1971, la suppression de 12.000 emplois dans ce secteur ; on annonce le même jour une baisse de 4 centimes du litre sur le prix d'achat du lait aux paysans bretons... et une hausse de 9 centimes sur le prix de vente au consommateur. M. Debré traite les commerçants en colère de « graine de fasciste ». On pourrait multiplier à volonté de tels exemples.

Bref, il est apparu peu à peu que le gouvernement, s'il avait une politique économique, était bien en peine d'avoir une politique sociale cohérente.

Dans un pays où l'Etat intervient constamment dans la vie économique, dans une nation où les groupes de pression représentant les intérêts particuliers ont des interactions constantes, encore que plus ou moins lâches, avec les partis qui concourent à dégager la volonté nationale, pour reprendre le langage de la Constitution de 1958, il était fatal que les révoltes sectorielles des « oubliés de l'expansion » se politisent.

Des grèves ponctuelles très dures, style Penarroya ou Joint Français, ont éclaté un peu partout. Mais si elles équivalent à une contestation globale du régime, il est frappant de constater qu'elles ne sont vraiment maîtrisées par aucune fraction de la classe politique.

LA GRANDE PEUR DES POLITICIENS

En 1969-1970, Chaban avait pensé désamorcer le mouvement revendicatif cégétiste grâce à sa politique contractuelle.

Aujourd'hui le maire de Bordeaux est usé et fini. S'il reste Premier Ministre, c'est uniquement parce qu'il n'existe pas de remplaçant au sein d'une majorité ébranlée par une succession de scandales.

Quant à l'opposition, elle n'est pas à meilleure enseigne puisque divisée par de sordides querelles électorales et incapable de proposer une politique sociale cohérente constituant une alternative à la « politique » (?) gouvernementale. Les jeux de prince de Marchais et Mitterrand, les jeux de tendance du P.S.U., ne sauraient en tenir lieu.

En pleine conjoncture d'expansion, la France s'achemine vers une politique de radicalisme style III^e République et d'immobilisme mou, bien symbolisée par les misérables astuces au coup par coup de M. Pompidou et les réactions au jour le jour de l'opposition.

Mais cet effacement de la classe politique ne signifie pas la dépolitisation des Français, au contraire, toutes les grèves actuelles sont politisées, les revendications économiques sont traduites et prolongées par des revendications politiques, se situant hors du jeu politique classique.

Le « parti de la classe ouvrière » ne pouvait manquer de s'inquiéter de voir le monopole de la représentation et de la direction des luttes lui échapper. L'initiative de la C.G.T. s'explique donc très bien : tenter de canaliser le mécontentement larvé des Français, lancer de grandes grèves revendicatives et prendre ainsi la tête de l'opposition, préparer la rentrée sociale, bref, reprendre la politique syndicale de 1969-1970, sans risquer de se voir opposer des « contrats de progrès » par un gouvernement incapable de toute contre-attaque.

Cette tactique permet aussi de faire d'une pierre deux coups en rejetant dans l'oubli les récents conflits sociaux, dont l'inspiration et le style évoquent trop le gauchisme et le spontanéisme, qui ont les complaisances de la C.F.D.T.

DEMI-ÉCHEC OU DEMI-SUCCÈS ?

Le « Nouvel Observateur » du lundi 3 juin déclarait : « Malgré les réticences des autres centrales, la C.G.T. peut entraîner le 7 juin plus de travailleurs qu'elle ne compte de sympathisants », et « Le mercredi 7 juin, la France se réveillera sans journaux, sans trains et sans courrier, les usines seront arrêtées, les grands magasins seront fermés et des foules se presseront aux manifestations cégétistes. Du moins en apparence, Georges Séguy aura gagné son pari. »

Après cette grève, on pouvait se demander si les apparences étaient sauvées. La C.G.T. a fait que ses adhérents ont pour la plupart suivi les consignes et défilé à Paris et en province. Mais les autres centrales (états-majors et base) n'ont pas suivi le mot d'ordre de grève. Cependant, il ne faudrait pas de hâter de tirer des conclusions hâtives. La dernière grève générale datait de 1968, et les circonstances étaient infiniment plus favorables. Si elle n'a pas fait derrière elle l'unité de la classe ouvrière, la C.G.T. a rappelé son existence, en n'hésitant pas à proposer un catalogue de revendications qui ne peuvent pas être satisfaites immédiatement : S.M.I.C. à 1.000 F, 40 heures par semaine, la retraite à 60 ans. Il n'est pas question de mettre en cause le bien-fondé de ces revendications, mais leur satisfaction immédiate et simultanée.

La France a en effet un taux relativement faible d'actifs, et s'il est indispensable de relever les salaires, de diminuer l'âge de la retraite, d'améliorer les conditions de travail et sa durée hebdomadaire, on voit mal comment on pourrait réaliser d'un seul coup tous ces objectifs sans porter un coup aux conséquences incalculables à la productivité. La seule solution possible à terme est de rendre supportable une diminution de la productivité par une amélioration de la qualité, donc de la durée et la valeur du produit.

Autre solution à long terme qui humaniserait le travail : remodeler la structure urbaine de façon à diminuer les temps de transports quotidiens. Mais la C.G.T. se garde bien de poser ces problèmes.

Il est facile de spéculer sur le fait que le métro fonctionnait le 7 à Paris, la C.G.T. a lancé mercredi une offensive dont les buts sont simples : rappeler au pouvoir, à moins d'un an des législatives, qu'elle existe toujours. Cette grève n'avait pas pour but de lancer et soutenir une série d'actions revendicatives locales, souvent violentes, mais de redonner au syndicalisme et au mouvement ouvrier français un aspect beaucoup plus calme, plus sérieux, moins contestataire.

On peut se poser la question : la classe politique traditionnelle réussira-t-elle à reprendre le contrôle du mouvement ouvrier ? Si oui, nous retrouverons la situation classique : un pouvoir défendant les « possédants » contre les « bolcheviks », chacun évitant de faire trop de mal à l'autre, la vie politique se résumera à l'affrontement pacifique sur des questions purement quantitatives entre Chaban (ou X...) et Séguy. Si non, tout est possible, le meilleur comme le pire.

F. MARTIN.



ortf : la réforme pour rire ?

On connaît maintenant la physionomie générale qu'aura le nouvel O.R.T.F. Il ressemble à son prédécesseur comme un frère. La montagne des scandales aura accouché d'un souriceau. Le régime, avec sa ou ses majorités, son ou ses oppositions, avec sa presse, ses assemblées, ses commissions et ses conseils, nous aura donné, une nouvelle fois, l'une de ses représentations favorites : un psychodrame néo-shakespearien dont le titre s'impose de lui-même : « Beaucoup de bruit pour rien ».

L'O.R.T.F. aura donc désormais un P.D.G. Jusqu'à maintenant, il avait un « P » et un « D.G. ». Comme son initiale l'indique, le « P » n'était

qu'une potiche, à fonction exclusivement décorative. Il fallait là une haute personnalité de l'Etat, sans doute, mais inapte à remplir quelque fonction importante que ce soit. Il n'y avait, quant au « D.G. », on s'en doute, pas trop de difficulté à en trouver.

Son bureau était situé juste au-dessus de celui du « P ». Cette situation l'amenait souvent à confondre potiche et pot-de-chambre. qu'on n'aille surtout pas croire que cette formule soit une pure concession à la facétie polémique. Dans son ordre, qui bien sûr est caricatural, elle décrit avec plus de vérité l'ancien bipolarisme de l'O.R.T.F. que ne le ferait de longs rapports... Le Directeur général s'appuyait sur le conseil d'Administration à la manière dont on s'appuie souvent sur les principes : jusqu'à ce qu'ils cèdent. Et le conseil d'Administration cédait toujours.

L'été nous apportera donc un P.D.G. de l'O.R.T.F. Il sera, bien entendu, nommé par le gouvernement. Certes, il devra être choisi parmi les membres du conseil d'Administration. Mais comme la moitié de ces membres sont eux-mêmes nommés par le gouvernement (et révocables ad nutum), il est évident qu'il s'agira toujours d'un homme de confiance. Une nouveauté, cependant : le P.D.G. sera nommé pour trois ans. En principe. Mais s'il venait à l'esprit du gouvernement de le révoquer en tant que membre du conseil d'Administration, par un simple coup de téléphone, comme c'est son droit le plus strict ? Il y a là une petite incohérence juridique qu'un gouvernement aux abois serait peut-être tenté d'utiliser. A moins qu'un député à l'esprit retors ne parvienne à imposer un amendement à ce sujet.

En ce qui concerne l'organisation générale de la maison, il a été décidé de baptiser « régies » les diverses directions, ainsi que les services de production et de fabrication. Le verbalisme bureaucratique en éprouvera sans doute de la satisfaction. Quant à appeler cela de la décentralisation, on se contentera d'en sourire. La structure jacobine de l'Office ne se trouve pas changée d'un iota. Le P.D.G. se trouve même investi d'une autorité supérieure à celle de l'ancien Directeur général.

Le nouveau porte-parole du gouvernement, M. Lecat, n'a pas hésité à dire que désormais, les responsabilités seront « clairement définies à tous les niveaux ». A croire qu'elles ne l'étaient pas précédemment. A vrai dire, un empirisme organisateur, même sommaire, suffirait à montrer que les responsabilités ne seront ni mieux, ni plus mal définies qu'auparavant. Le carcan bureaucratique dans lequel on a enfermé la radio-télévision nationale demeure absolument intact. Son inamovibilité n'est pas inscrite au statut. Elle est gravée dans le bronze des institutions. C'est une chape de plomb sous laquelle les débats actuels ne sont qu'agitation stérile de rats éternés par la chaleur et de vautours qui sentent venir les cadavres.

Dans le fond, il n'ont pas tort. Les gâteaux à se partager ne vont pas manquer au cours des prochains mois : le baba O.R.T.F., la tarte électorale, et pour dessert (si l'on ose dire), la pièce montée gouvernementale. Surtout, ne soyez pas écœurés.

François FERRIER.

ERRATUM

Une coquille fâcheuse a totalement dénaturé la conclusion de notre réponse à Gabriel Marcel. Au lieu de « Par-delà les passions et bavures, rançon de tout combat ardent, on ne peut totalement faire grief à l'A.F. d'un antisémitisme obsessionnel », il fallait lire : « Par-delà les passions et bavures, rançon de tout combat ardent on ne peut globalement faire grief à l'A.F. d'un antisémitisme obsessionnel ».



numéro de juin

le retour des utopies

prix 1 franc

rome : le congrès du f.m.g.

Nous ne pouvons que nous réjouir à La Nouvelle Action française de l'influence croissante de la pensée de Maurras dans les pays étrangers. Ainsi le fait que la partie la plus jeune et la plus conquérante du mouvement monarchiste italien se soit tournée vers l'école contre-révolutionnaire française ces dernières années, constitue pour nous un fait extrêmement significatif. Invité au congrès national du *Fronte monarchico giovanile*, qui s'est tenu à Rome les 1^{er} et 2 juin, j'ai pu me rendre compte de l'ampleur du phénomène.

Tandis que les monarchistes prisonniers des jeux électoraux s'essouffent d'année en année, le *Fronte monarchico giovanile*, qui se situe au-dessus des querelles partisans, tend à se constituer en force opposée à la politique républicaine. La formule de la monarchie traditionnelle, organique et représentative dont le *Fronte* a fait son mot d'ordre essentiel, indique bien qu'il entend présenter non pas un replâtrage des institutions en place, mais une véritable alternative globale.

On pourrait certes faire le reproche à nos jeunes italiens de vouloir une monarchie à la française, assez éloignée de l'histoire italienne. Mais l'empirisme organisateur interdit-il de faire son profit des expériences des autres ? Au demeurant, l'histoire brève de l'unité italienne n'a peut-être pas fixé encore les traits d'un régime vraiment adapté à la nature du pays. Et puis le décor d'un Etat arbitre et indépendant et le vœu d'une représentation véritable qui garantisse les libertés fondamentales ne sont pas particuliers aux Français.

Il est heureux que face à l'anarchie politique et face aux illusions démocratiques, une école et un mouvement se constituent en référence à l'école contre-révolutionnaire.

Pendant les deux jours du congrès j'ai regardé, écouté, et j'avoue en avoir conçu une grande satisfaction : la parenté d'esprit constitue le seul vrai fondement de l'amitié internationale. Un lien solide s'est établi entre ces délégués venus de tout le pays et le représentant de la N.A.F. J'espère que de prochaines rencontres permettront à nos militants de connaître la même joie. La pensée de Maurras rapprochant les esprits par-dessus les frontières, c'est maintenant une réalité !

Un dernier mot. La séance d'ouverture du congrès, en présence de Son Altesse le duc d'Aoste, me rendait plus sensible encore l'amitié franco-italienne, puisque l'on sait que la duchesse d'Aoste est une princesse de chez nous : Claude de France.

Gérard LECLERC.



un combat à long terme

Je pense avoir démontré que la « ligne de front patriotique » ne contredit nullement la tradition de l'école d'Action française. « Les vrais ennemis de M. Maurras sont à droite », disait Sorel, et de fait, de l'illustre baron Pié, immortalisé par Maurice Pujo, au brave colonel de la Roque, ce sont toujours des hommes de droite qui se sont mis en travers du projet maurrassien. Ce fut d'ailleurs Maurice Pujo qui s'opposa au rêve d'un « parti des victimes » que caressait Jean Madiran, dans les années rouges de l'épuration.

Celui dont Charles Maurras avait fait « le prince de la jeunesse » condamnait, avec d'autant plus de lucidité qu'il était l'une des victimes, cette première expression de la « ligne de droite nationale », comprenant bien qu'à la suivre, on tomberait dans le piège tendu par les épurateurs qui consistait à réaliser l'amalgame de la « collaboration » et du maréchalisme, de l'A.F. et du fascisme. Je n'évoque cette vieille querelle, bien dépassée aujourd'hui, que pour son caractère d'exemple. Il va de soi qu'elle ne diminue en rien l'estime et même le respect que mérite à Madiran son courageux combat sur d'autres plans.

Ceci dit, la ligne de « front patriotique » n'entrera dans les faits que lentement.

1° Il faut former nos militants aux nouvelles formes d'organisation, leur apprendre à travailler dans l'informel, leur enseigner les techniques modernes d'une action politique qui passe désormais par la médiation du culturel.

De ce point de vue, je suis persuadé que la ligne de « front patriotique » permettra de réunir les militants d'Action française demeurés fidèles au nationalisme intégral. Qu'ils appartiennent ou non à la N.A.F., ils peuvent se retrouver dans des comités d'action pour un front patriotique. Les tenants de la ligne de « droite nationale » ne représentent qu'une infime minorité, et encore parmi eux, beaucoup sont récupérables, qui n'ont cédé qu'à leur goût d'un folklore pseudo-militariste.

2° Le front patriotique doit être dirigé contre tous les partis de l'étranger et pour

repandre l'heureuse expression de Pierre Boutang, du temps de la campagne anti-C.E.D., contre le clan des da, autant que contre le clan des yes. Le parti communiste reste l'ennemi principal avec le capitalisme apatride (ou pour adopter une expression plus moderne, « multinational »). Certains « gauchistes », prisonniers de l'idéologie internationaliste du marxisme, sont assurément des nigauds dont il n'y a rien à espérer. Au reste, le P.S.U. est tout aussi « européiste » qu'Ordre Nouveau, même si son Europe se veut celle des travailleurs.

Nos amis, qui ont tant souffert eux-mêmes de l'amalgame, doivent avoir assez de lucidité pour refuser la confusion qu'entretiennent les services de M. Marcellin. Tout homme étiqueté « gauchiste » (ou « maoïste ») n'est pas nécessairement manipulé par le clan des da ou intoxiqué par l'idéologie internationaliste.

Ceci dit, nous devons rester ce que nous sommes. Sur bien des points nous ne pouvons approuver Maurice Clavel et ses amis. Il suffit que sur d'autres, et d'abord sur celui qui les commande tous, la défense de l'indépendance nationale, l'accord soit possible. Que nous soyons en mesure d'accomplir un bon bout de chemin avec certains maoïstes prétendus, qui sont bien plutôt des syndicalistes révolutionnaires, avec certains gauchistes présumés, qui sont, ni plus ni moins que nous le sommes, écorchés par un « style de culture » qui constitue la négation de tout projet de civilisation, n'implique donc pas l'abandon du combat pour l'ordre, conduit tout au long de sa vie par Maurras. L'ordre naturel n'est ni l'ordre qui règne à Varsovie, ni l'ordre moral, ni le maintien marcellinesque de l'ordre républicain.

3° La gauche et la droite représentent des catégories idéologiques qui relèvent du pays légal. La conscience politique d'un homme qui se veut de gauche ou de droite est toujours une conscience mystifiée. D'où un perpétuel conflit entre le sentiment qui reste sain et son interprétation qui est fausse. Il nous faut tenir compte de cette intériorisation de la dialectique du pays réel et du pays

légal. Notre démarche doit être fondée sur une pédagogie, qui visera elle-même à provoquer une catharsis.

4° Au plan pratique, cela signifie que nous n'avons pas à rêver d'un accord au niveau des états-majors. A ce niveau, en effet, la conscience mystifiée refoule totalement les forces vitales. Bien plutôt devons-nous travailler en profondeur :

— En lançant des actions concrètes auxquelles les militants de la gauche patriote seront amenés à s'associer. Jamais ces actions ne seront présentées comme étant dirigées et conduites par l'A.F. Non que nous songions, par je ne sais quel machiavélisme puéril, à mettre notre drapeau dans notre poche, mais tout au contraire par souci de loyauté. Par leur caractère même ces actions concernent le pays réel tout entier. Nous n'avons pas à les confisquer. Nos militants ne joueront un rôle dirigeant que s'ils le méritent en se montrant les plus lucides, les plus dévoués.

Parmi ces actions, je songe assurément à la campagne « Sauver Paris ». Ce n'est qu'un début. Il importe que partout où existent des cellules d'A.F., celles-ci soient à l'affût des manœuvres centralisatrices de la bureau-technocratie ou des entreprises spéculatives du capitalisme multinational, afin d'être les premières à alerter l'opinion et à la mobiliser. Ce qui suppose des tracts, des prises de parole dans les marchés, devant les usines, mais aussi des gestes spectaculaires de type prophétique dont la grande presse est obligée d'informer les lecteurs et qui contraignent les gens à réfléchir.

— En ne manquant aucune occasion de participer à des débats du genre « changer la vie » et mieux encore en les provoquant. Partout, dans les Facultés, les Maisons de la Culture, les aumôneries même, il importe que nous amenions le plus grand nombre possible de gens à travailler avec nous à l'étude d'un nouveau projet de civilisation, au débroussaillage de la voie française vers une société libérée de l'aliénation démocratique.

Comprenons bien que dans l'état présent de nos forces nous sommes incapables de dépasser le stade de la guérilla. Pour engager une véritable guerre de libération nationale, il faudra attendre que les masses soient en mouvement. Pour l'heure, elles ne sont pas prêtes, et c'est heureux. Le seraient-elles que nous n'aurions pas les moyens de les encadrer. Mais que l'on ne se méprenne pas. En utilisant un vocabulaire militaire, je ne songe pas à la violence physique, et c'est l'une des faiblesses d'un certain gauchisme que de s'y complaire. Répétons-le, la violence, de plus en plus, sera psycho-sociologique.

5° L'A.F. constitue, par nature, l'avant-garde de la lutte de libération nationale. Il est bien que la N.A.F. ait mis l'accent sur l'idée monarchique qui, dans le passé, ne servait plus que de référence verbale. Pourtant, il ne peut y avoir de roi sans nation et l'idée monarchique n'est que l'expression institutionnelle du nationalisme intégral. D'où la nécessité de donner une forte coloration nationaliste à notre presse.

(A suivre.)

Pierre DEBRAY.

république ou monarchie

la semaine prochaine la réponse de :

Jacques paugam



Conçue en fonction de l'efficacité des machines, de la rentabilité des investissements physiques et financiers, l'entreprise de la société industrielle néglige l'homme et ses diverses motivations. Le passage à la société post-industrielle s'accompagne par contre de nombreuses recherches sur l'« environnement » du travail (conditions de travail, salaires...), sur son organisation, sur son intégration effective à l'entreprise au niveau de la décision comme à celui de l'exécution.

La redécouverte de l'entreprise comme organisation humaine (de son caractère tribal même [1]), fait intervenir diverses sciences et théories. On parle de « déaylorisation », de « job enrichment » (valorisation des tâches), d'ergonomie et, depuis peu, de « comptabilité humaine ». C'est ainsi que les réalisations de valorisation des tâches constituent l'une des réponses patronales à la revendication de la participation. En réaction contre les théories de Taylor — appliquées depuis près d'un demi-siècle dans la plupart des grandes unités de production — séparant radicalement conception et exécution, liant l'homme à la machine dans un rapport de dépendance totale, pour en arriver aux « cadences infernales » des travailleurs à la chaîne, les idées de Frederik Herzberg (2) ont entraîné une remise en cause de l'organisation classique du travail.

ERGONOMIE...

Alors que le niveau d'éducation s'élève, valorisant d'autant le travailleur, les tâches auxquelles on l'attelle se dégradent sous l'effet conjugué d'une automatisation de plus en plus poussée et d'une organisation de plus en plus méticuleuse. Restructurer les tâches, redéfinir le contenu des postes de travail, peut alors prévenir un malaise débouchant parfois sur la révolte. C'est l'objet du « job enrichment » appliqué dans quelques entreprises en France et réintégrant certains éléments de contrôle au niveau de l'exécution.

De même, à la revendication actuelle sur la qualité des conditions de travail, l'ergonomie apporte la richesse d'une science interdisciplinaire dont l'objectif est de permettre une meilleure harmonisation entre l'homme et son travail. Ainsi cherche-t-on parfois à adapter le travail à l'homme, et plus précisément la machine à l'homme, tandis que Taylor et la quasi-majorité des entreprises actuelles contraignent l'homme à « s'adapter » à la machine.

L'apport de l'ergonomie est indéniable dans des exemples précis : dans la plupart des cas le passage de la théorie à la pratique se fait pourtant le plus souvent aux dépens des aspects les plus humains de cette science. Chacun sait que la VI^e Symphonie de Beethoven stimule les vaches frisonnes, ainsi au nom de la réconciliation de l'homme et de son milieu de travail on développera dans certains bureaux ou ateliers une sensation de bien-être grâce à une musique fonctionnelle dont la programmation subtile, ménageant silences et périodes stimulantes, permettrait suivant une enquête récente « d'accroître l'efficacité et la productivité de 5 à 14 % » (3)... Jamais « Les Temps Modernes » de Charlie Chaplin n'auront été aussi actuels !

... COMPTABILITÉ HUMAINE...

Dans une dimension plus globale de l'entreprise on tente actuellement aux Etats-Unis — dans une firme de confection employant 1.700 sala-

pour une entreprise à visage humain

Les idées et les thèses récentes sur l'entreprise considérée comme organisation humaine ne sont appliquées qu'avec réticence dans un système économique fondamentalement conservateur, et ne considérant avec intérêt que l'innovation au stade du produit et non à celui du producteur. Pour redonner un visage humain à l'entreprise, il faut reconsidérer radicalement la finalité de celle-ci.

riés — une expérience de « comptabilité humaine ». Et ceci au nom du principe très sain selon lequel l'homme mérite autant, sinon infiniment plus d'attention que la machine. Par un détournement de la vision dite patrimoniale de l'entreprise (4), on cherche donc à évaluer le salarié non point pour la revaloriser, mais pour l'intégrer à une valeur intrinsèque de l'entreprise qui serait plus proche de la « vérité économique ». N'est-ce pas la meilleure manière de réconcilier capital et travail que d'admettre et de quantifier la notion de « capital-hommes » ? La finalité de l'opération n'est d'ailleurs absolument pas célée, il s'agit de dégager la notion d'investissement humain, d'y appliquer un calcul de rentabilité associé à celui des investissements physiques permettant de déterminer la valeur réelle de l'entreprise comme de décider en toute tranquillité d'un licenciement dans la mesure où le capital humain est complètement amorti ! Et pourtant, l'idée en elle-même pouvait être moins absurde qu'il ne paraît dans la mesure où elle semblait rendre à l'homme une place prépondérante dans l'entreprise.

... ET RATIONALITÉ CAPITALISTE

Mais il est finalement inévitable que toutes les idées actuelles sur l'organisation humaine au sein de l'entreprise ne soient admises par les gestionnaires que formulées et adaptées en termes de pertes ou de profits. Adapter l'entreprise au futur revient en définitive à commencer par lui donner un visage plus humain. Au-delà du faux humanisme d'une certaine « direction participative par objectifs » (D.P.O.), ou d'une « formation » uniquement ressentie comme un besoin pour l'entreprise, c'est bien vers un changement profond que doit s'orienter l'entreprise.

« La déspecialisation des hommes, la tendance à confier des responsabilités plurifonctionnelles à un plus grand nombre d'individus ou de groupes restreints d'individus » (5), peut constituer un élément d'amélioration. Pourtant, il est d'abord nécessaire de s'attaquer à une véritable redéfinition des tâches. Chaque tâche est faite de quatre composants : la conception, la planification, l'exécution, le contrôle. Du fait de la division du travail, la tâche est réduite, dans la plupart des cas, à l'exécution, et ceci dans les conditions que l'on sait. Réintégrer dans chaque tâche, autant que possible, planification et contrôle — et pourquoi pas la conception — cela débouche en fait sur une forme d'autogestion entraînant automatiquement la modification des rapports de travail.

On est loin alors de l'intéressement aux résultats pratiqué en France, ou de la cogestion allemande ou néerlandaise, seules mesures que peuvent imposer les sociétés néo-libérales comme remèdes aux problèmes et contradictions internes de l'entreprise actuelle.

Philippe DILLMANN.

(1) Antony Jay, "Corporation Man" (Ed. Jonathan Caye), qui, s'appuyant sur les travaux de Konrad Lorenz au niveau du groupe primitif, pense que les lois de la tribu se retrouvent dans l'entreprise.

(2) Professeur à Cleveland's Case Western University, a eu une grande influence sur l'organisation de l'entreprise, ces dernières années.

(3) Revue *Espansione*, Milan (janvier 1972).

(4) Cf. *N.A.F.* n° 58.

(5) François Dalle et Jean-Bouine-Cabalé, in « Analyse et Prévision », avril 1972.

**tee-shirt
monarchie-libertés**

Franco 18 F

carnet de chants 72

Franco 3,50 F

commande à nos bureaux



réponse de michel phlipponneau :

démocrate parce que régionaliste

Michel Phlipponneau, né en 1921, est professeur de géographie à l'Université de Haute-Bretagne. Spécialiste des problèmes régionaux, il a écrit plusieurs ouvrages sur la question bretonne et notamment « Le problème breton et le programme d'action régionale » (1957), « La gauche et les régions » (1967), « Debout Bretagne » (1970). Il a adhéré en 1966 à la Convention des Institutions Républicaines de François Mitterrand et en 1971 au Parti Socialiste.

N.A.F. — Michel Phlipponneau, quels sont les motifs de votre engagement dans l'action régionale ?

M. P. — En tant que géographe je me suis rendu compte que la région était le cadre privilégié à l'intérieur duquel on pouvait aménager notre pays.

J'ai d'abord travaillé dans le cadre du CELIB, comme technicien, et j'ai participé à l'élaboration du premier Plan breton, qui a par la suite inspiré l'action de l'Etat dans le domaine régional. Je me suis ensuite penché sur les problèmes d'industrialisation en Bretagne puis, en 1961, j'ai dépassé mon rôle de technicien en devenant président de la Commission régionale d'expansion économique du CELIB. J'ai alors provoqué la mise au point d'un second plan breton. Jusque-là, je n'avais pas fait de politique. Mais je me suis aperçu que le gouvernement était inquiet des initiatives prises dans le cadre de ma région, par exemple lorsque le CELIB a critiqué le refus opposé par le général de Gaulle à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun. D'autre part, la politique générale du gouvernement, par ses investissements militaires, empêchait le développement de la Bretagne.

Je me suis donc rendu compte qu'il fallait changer le système politique et j'ai tenté de faire partager mes convictions à mes concitoyens. C'est ainsi que j'ai participé au Comité « Horizon 80 », de G. Defferre, comme spécialiste des problèmes régionaux. J'ai ensuite fondé le Club Bretagne et Démocratie qui faisait partie de la Convention des Institutions Républicaines. J'ai enfin été candidat aux élections législatives de 1967 et 1968 et je milite aujourd'hui au sein du Parti Socialiste.

N.A.F. — Pourquoi le socialisme permettrait-il une décentralisation que les institutions actuelles interdisent ?

M. P. — Parce que le socialisme que nous voulons établir est un socialisme démocratique qui s'oppose au socialisme centralisateur et bureaucratique du Parti Communiste.

Nous pensons en effet que la démocratie doit se réaliser au niveau de la commune comme au niveau de la région. C'est pourquoi nous pré-

voyons la constitution d'un pouvoir régional qui serait exercé, sur le plan politique, par une Assemblée régionale élue au suffrage universel par le système de la représentation proportionnelle directe. Cette Assemblée serait assistée d'un conseil économique et social composé des représentants des diverses catégories socio-professionnelles. Enfin, un exécutif régional serait mis en place, qui émanerait directement de l'Assemblée. Cette structure permettrait donc une véritable autogestion au niveau de la région.

D'autre part, le pouvoir régional s'appliquerait aussi au plan économique, au moyen de la notion de propriété régionale qui permettrait de résoudre les problèmes de développement d'une région sous-développée comme la nôtre.

N.A.F. — Pensez-vous que, dans le cadre d'une démocratie socialiste, cette propriété régionale serait respectée par l'Etat, ou ne craignez-vous pas au contraire que l'Etat s'efforce de contrôler les initiatives du pouvoir régional, surtout si la couleur politique de l'Assemblée régionale est différente de celle de l'Assemblée nationale ?

M. P. — C'est la raison pour laquelle le Parti Socialiste a adopté un système d'élections à la proportionnelle. Sinon la représentation de la gauche dans l'Assemblée régionale d'une région comme la Bretagne serait certainement limitée. Mais à partir du moment où il se dégagera une forte opposition de gauche dans ces assemblées, il sera facile de montrer l'incapacité de la droite à résoudre les problèmes régionaux. Je ne pense donc pas que le pouvoir central intervienne contre les initiatives régionales, puisqu'il y aurait nécessairement une mutation politique très importante et très rapide.

N.A.F. — Mais si la droite remportait les élections législatives, permettrait-elle l'existence d'une Assemblée régionale puissante à majorité de gauche ?

M. P. — Bien sûr que non et cela explique pourquoi le régime actuel se refuse à décentraliser réellement. Au contraire, les socialistes acceptent

une régionalisation authentique parce qu'ils font confiance à la dynamique de la démocratie : à partir du moment où les citoyens auront le pouvoir, ils se rendront compte qu'ils peuvent agir, et cela dans un cadre très différent de celui que nous connaissons actuellement. Donc la droite n'admettra jamais des Assemblées régionales de gauche, mais les socialistes admettront parfaitement des Assemblées régionales de droite parce qu'ils font confiance à l'éducation, à la formation du citoyen.

N.A.F. — Le Parti Socialiste n'aura-t-il pas, au niveau tactique, la tentation d'organiser au niveau de la région un système de clientèle ?

M. P. — Cette notion de clientèle ne me paraît pas correspondre à la vie réelle d'un parti politique, au moins tel que le mien. Au Parti Socialiste, c'est la direction nationale qui tient compte des conceptions des militants et non l'inverse. Je vous assure que dans mon parti les militants n'ont pas l'impression d'être les clients de qui que ce soit.

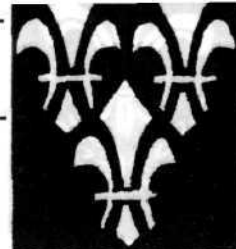
N.A.F. — Une fois au pouvoir, le Parti Socialiste n'aura-t-il pas la tentation permanente de maintenir son contrôle sur les régions ?

M. P. — On a peine à imaginer le Parti Socialiste abandonnant les conceptions régionales sur lesquelles il aura été élu, car il y a toujours la perspective des élections suivantes... et le risque de voir les militants désertir le parti.

D'autre part, la conquête d'une région comme la Bretagne, mais aussi d'une grande partie des Français, ne peut se faire que si l'on joue jusqu'au bout le jeu de la régionalisation. Celle-ci est trop intéressante sur le plan électoral pour qu'on la néglige.

N.A.F. — Pourriez-vous nous dire ce que vous entendez par socialisme ?

M. P. — Dans le système actuel, on laisse aux possesseurs de capitaux le soin de diriger l'ensemble de l'économie. Or, pour moi, c'est la collectivité qui doit jouer le rôle essentiel, et



c'est à l'Etat ou à la région — celle-ci par le biais de la propriété régionale — de contrôler les capitaux.

Dans le système actuel, il n'y a aucune possibilité de développer une région économiquement retardataire parce qu'elle intéresse peu les détenteurs privés de capitaux : une telle région ne dispose pas d'un marché local suffisant et d'autre part elle est toujours sous-équipée au niveau de l'infrastructure.

A partir du moment où, au contraire, il y a un certain contrôle de la part de l'Etat et des institutions régionales, des possibilités nouvelles peuvent apparaître. Le socialisme permettrait donc la mise en valeur de nombreuses régions : il s'agirait en particulier de concevoir un plan de développement — dans le cadre national mais surtout sur le plan européen — qui permettrait une action sur les grandes entreprises et des initiatives régionales importantes.

Le socialisme n'est donc pas quelque chose de théorique : il traduit une volonté de réformes concrètes, en fonction d'une optique collectiviste.

N.A.F. — Pouvez-vous nous donner une définition du socialisme ?

M. P. — Je dirai que c'est la mise en œuvre de tous les moyens permettant de mettre fin à l'exploitation de l'homme par le capital, et le remplacement de ce capital anonyme par la collectivité.

N.A.F. — Ne pensez-vous pas que, dans le cadre d'une Europe intégrée, le développement des régions se trouverait compromis ?

M. P. — Il est certain qu'un système purement technocratique ne permettrait pas un développement suffisant des régions périphériques et la réalisation d'un équilibre véritable à l'échelle de l'Europe, d'autant plus qu'aujourd'hui les grandes décisions sont prises par les firmes multinationales.

Je pense donc que ces problèmes ne peuvent se résoudre que dans le cadre d'une Europe à caractère **socialiste**.

N.A.F. — Mais pourquoi êtes-vous partisan de l'Europe ?

M. P. — Parce que je pense que l'aménagement du territoire n'est plus viable à l'échelon national. Une politique agricole purement française n'est plus concevable, pas plus qu'une politique industrielle parce qu'il y a une multiplication des firmes multinationales.

Il faut donc réaliser un aménagement du territoire à l'échelon européen. Le danger est que cette politique se fasse de manière technocratique. Mais ce danger peut être écarté par la mise en place d'un pouvoir européen démocratique, ce qui suppose une assemblée européenne élue au suffrage universel.

Je crois donc que la suppression progressive de l'Etat national est nécessaire, par délégation de prérogatives nationales au niveau européen d'une part, et aux pouvoirs régionaux d'autre part.

N.A.F. — L'élection d'une assemblée européenne au suffrage universel n'entraînerait-elle pas une vaste anarchie, du fait de l'addition des clivages idéologiques et des clivages nationaux qui ne manqueraient pas d'apparaître ?

M. P. — L'Europe devra se faire de façon progressive, ce qui éliminera le risque de pagaie que vous évoquez. Mais ce risque peut surtout être écarté par la constitution d'un grand parti socialiste européen qui, malgré les clivages nationaux que vous mentionnez, serait d'accord sur l'essentiel, à savoir la mise en place d'un certain système économique et d'une certaine politique sociale à l'échelle de l'Europe.

N.A.F. — Vous êtes socialiste, vous êtes démocrate. Mais pourquoi la démocratie, et pourquoi repoussez-vous la solution monarchique ?

M. P. — Parce que je fais confiance à l'homme, au citoyen, et parce que je crois que l'homme doit participer — à tous les niveaux — à la gestion des affaires qui le concernent.

C'est cette confiance dans le fait qu'une meilleure formation du citoyen lui permettra de mieux participer à la construction de son avenir qui me pousse à être démocrate et à repousser la monarchie. Je pense qu'une monarchie de type scandinave est impossible en France à cause de la rupture de 1789, et je suis hostile à une monarchie qui prétendrait jouer un rôle actif car je ne vois pas pourquoi nous nous soumettrions à un pouvoir mis en place par je ne sais quels moyens.

réponse à michel philipponeau : la démocratie contre la région

Après Domenach, d'Esprit, et Montaron, de *Témoignage Chrétien*, voici que la N.A.F. donne aujourd'hui la parole à Michel Philipponeau, membre du Comité Directeur de la Fédération Socialiste d'Ille-et-Vilaine. Ceci ne manquera pas d'entretenir certains bons esprits dans l'idée que la N.A.F. succombe de plus en plus à la tentation gauchisante.

Ce n'est pourtant pas la première fois que l'Action française engage sur le thème de la région un dialogue public avec un socialiste. Que l'on se souvienne de la controverse qui opposa, voici plus de soixante ans, à propos de « la République et la Décentralisation », Maurras à Paul Boncour.

Au demeurant, Philipponeau n'est pas de ces socialistes à qui la foi est venue après une lecture religieuse de la vulgate marxiste. Sa démarche est au contraire des plus pragmatiques.

Breton et passionné de la Bretagne, il a utilisé depuis plus de vingt ans ses compétences de géographe pour essayer de mettre en œuvre des plans d'action destinés à enrayer le dépeuplement de sa région sous l'action conjuguée de la centralisation administrative et du néo-capitalisme technocratique. Lorsqu'il s'est rendu compte qu'il n'y avait pas grand chose à attendre du régime en la matière, il s'est tourné vers l'opposition socialiste, ou plus exactement vers les hommes qui lui paraissaient incarner un socialisme moderne et dynamique : Defferre, Mitterrand.

Ses propositions d'organisation de la région socialiste n'ont d'ailleurs rien qui puisse choquer un homme d'Action française : Assemblée élue, exécutif régional, propriété régionale. Tout au plus peut-on dire que si l'élection au suffrage universel de l'Assemblée dans le cas de la Bretagne aurait l'avantage de briser toute une caste sclérosée de notables, elle risque aussi de faire désigner les membres de l'Assemblée par des citoyens à qui une vue globale du problème breton échapperait. Mais en la matière, seule l'expérience pourra dire ce qui est le plus avantageux du suffrage universel, du suffrage indirect ou d'un panachage des deux systèmes.

Quant à l'idée d'une propriété régionale, elle est conçue comme une arme contre la mainmise des trusts extra-régionaux sur l'économie bretonne. Allons même plus loin : nous admettons le socialisme tel que le définit Philipponeau : fin de l'exploitation de l'homme par le capital et remplacement de ce capital anonyme par la collectivité. Nous observerons simplement que le ressort de l'initiative privée ne doit pas être brisé, mais utilisé et subordonné aux finalités du bien de la communauté.

DE L'IMPASSE PARLEMENTAIRE...

Mais en voyant des hommes comme Michel Philipponeau lutter pour trouver des solutions concrètes et hardies au drame breton, nous n'en sommes que d'autant plus navrés de constater dans le même temps qu'ils se fourvoient dans une impasse politique totale.

Michel Philipponeau reconnaît que la droite, c'est-à-dire la majorité actuelle, n'admettra jamais l'existence d'une Assemblée régionale d'opinion politique opposée, et pour cette raison se refusera toujours à réaliser une décentralisation sérieuse. Il fait en revanche confiance au parti socialiste, alors que l'on peut se demander si dans le cas de figure inverse (majorité nationale de gauche, Assemblée bretonne de droite), le parti socialiste ne réagirait pas exactement comme l'U.D.R. le fait maintenant.

A cette objection Philipponeau répond que dans le cadre d'une représentation proportionnelle il y aurait, dans l'état actuel du corps électoral, une minorité importante de gauche à l'Assemblée bretonne qui constituerait une force de proposition crédible et ne manquerait pas d'entraîner à terme la victoire de la gauche aux élections régionales. Ainsi le parti socialiste n'aurait pas besoin de centraliser et pourrait faire confiance à la dynamique de la démocratie.

Malheureusement il ne semble guère dans le passé que le parti socialiste, lorsqu'il était au pouvoir, ait fait confiance à cette prétendue dynamique décentralisatrice. Bien au contraire, un



jacobinisme épais a longtemps fleuri dans les rangs de l'ex-S.F.I.O. qui est loin d'avoir disparu : le sénateur Champeix, pour un peu, trouverait trop audacieuse (!) la pseudo-réforme pompidolienne. Et il est notable que les politiciens méridionaux de la S.F.I.O. se sont par le passé surtout souciés de constituer dans leurs fiefs une clientèle des grands électeurs dévoués que de promouvoir le développement du Midi.

Depuis quelques années cet état d'esprit a changé, dit Michel Phlipponneau, et les jeunes militants du parti socialiste repoussent avec horreur la notion de clientèle. Admettons encore que l'on ne liquide pas en un clin d'œil les mauvaises habitudes prises au cours de plusieurs décennies.

Mais si demain Mitterrand arrivait au pouvoir, il ne le pourrait qu'avec l'aide du parti communiste, les socialistes ne pouvant prétendre remporter tous seuls les élections. Or, les derniers événements politiques montrent suffisamment qu'une coalition socialistes-communistes tournerait vite à la mésentente peu cordiale et affaiblirait un gouvernement de gauche. La majorité actuelle tenterait, bien entendu, d'en profiter.

Et il y a alors gros à parier qu'un gouvernement Mitterrand qui aurait à se garder à la fois de ses « amis » communistes et de ses ennemis U.D.R., tenterait surtout de renforcer à court terme son pouvoir en prenant en main les élus locaux plutôt que de laisser jouer cette « dynamique de la démocratie » qui, avant d'amener une majorité de gauche à l'Assemblée bretonne, risquerait surtout dans l'immédiat de la transformer en machine de guerre contre un pouvoir des plus fragiles.

Pris dans l'engrenage, les militants régionalistes socialistes seraient contraints de se soumettre ou de se démettre. Beaucoup choisiraient sans doute la première solution, car les perspectives décentralisatrices offertes par la droite ou le P.C. n'en deviendraient pas meilleures pour autant.

Au demeurant, l'hémorragie de militants et d'électeurs pourrait être limitée si le pouvoir socialiste a l'habileté d'imiter Gambetta et les radicaux des premiers temps de la III^e République : le thème des libertés locales payait déjà en ce temps là, et Gambetta, pour cette raison, le reprit abondamment. Ses amis politiques au pouvoir firent mine d'appliquer leur programme

décentralisateur par la réforme de 1884. Mais l'élection des maires par le conseil municipal, si indispensable soit-elle, n'empêche pas les communes de demeurer sous la tutelle administrative du préfet et de ne disposer, en matière financière, que d'une marge très étroite. Aussi on peut très bien imaginer demain une réforme Mitterrand moins cynique que la réforme Pompidou instaurant Assemblée et Exécutifs régionaux, mais limitant leurs pouvoirs financiers. Et le tour serait joué.

... A L'IMPASSE EUROPÉENNE

De même, nous sommes inquiets en voyant Michel Phlipponneau parier sur l'Europe pour développer la Bretagne. Qu'il soit nécessaire d'harmoniser des politiques économiques à l'échelon international, c'est possible. Qu'un Etat national soit gêné pour lutter contre des groupes financiers multinationaux, c'est certain. Mais cette lutte reste possible. Elle a plus de chances d'être efficace menée à l'échelon national par un Etat indépendant de l'argent, qu'au niveau européen par un pouvoir émanant de ces firmes qu'il faut combattre. Or Phlipponneau reconnaît lui-même que l'Europe actuelle est technocratique et pénalise les régions.

Face à l'Europe technocratique, il appelle de ses vœux la constitution d'un grand parti socialiste européen qui serait l'ossature d'un pouvoir démocratique européen. Mais ce parti se heurterait aux mêmes difficultés dans un cadre parlementaire européen que M. Mitterrand en France et ses facultés de manœuvre seraient même davantage obérées par les clivages nationaux multipliant les clivages des partis. On imagine les combinaisons instables qui en résulteraient. Les partis multinationaux, en outre, risqueraient fort d'avoir la même absence de cohésion que les formations modérées ou radicales de la III^e République. Déjà au Parlement de Strasbourg, le groupe libéral regroupe, à côté de J.-J. S.S. et du P.L.P. belge, le P.R.I., les monarchistes et les néo-fascistes italiens !

Nous voyons mal en outre les trois partis socialistes italiens, farouchement dressés les uns contre les autres, se fondre à l'échelon européen avec le P.S. français de Defferre à Chévènement, les sociaux-démocrates allemands, les travaillistes britanniques ou les partis scandinaves.

M. Wilson, anticommuniste notoire, cohabiterait alors avec M. Mancini, partisan des « équilibres avancés » avec le P.C., et M. Basso, avec ces socialistes scandinaves qui lui apparaissent comme des traîtres au socialisme.

Nul doute que, dans ces conditions, l'exécutif européen sera bien incapable d'avoir une politique cohérente et de maîtriser les trusts.

MONARCHIE OU CENTRALISATION ?

La centralisation motivée par les préoccupations électorales dont souffre notre pays ne semble donc guère devoir se terminer dans le cadre institutionnel actuel. Dans les autres pays démocratiques d'Europe — de forme républicaine ou monarchique comme en Angleterre — le phénomène, moins net dans la mesure où ces nations n'ont pas connu le séisme jacobin de 1789, est pourtant réel. Il n'y a qu'à voir les entraves mises au pouvoir régional depuis vingt ans en Grande-Bretagne.

Peut-on dire alors que la démocratie qui domine les citoyens pour mieux conditionner les électeurs fait confiance à l'homme et qu'elle lui permet de participer, à tous les niveaux, à la gestion des affaires qui le concernent ?

Michel Phlipponneau rejette la monarchie car il redoute les hasards de la naissance qui soumettraient les Français « à un pouvoir mis en place par je ne sais quels moyens ». Du moins ces hasards — réels — ont-ils des correctifs : une longue préparation au métier de roi et la personnalisation du pouvoir qui rend le monarque, bien plus que le chef d'une majorité de renouveau, responsable de sa politique aux yeux de la nation. Mais surtout le souverain, indépendant de l'élection et situé au-dessus des factions, peut se permettre de voir dans les régions des communautés à fédérer et à protéger et non des rivaux potentielles à museler.

Et que penser des hasards de l'urne qui font qu'un Breton, parce que mécontent aujourd'hui de la politique régionale pompidolienne, enverra peut-être demain un député socialiste au Palais-Bourbon, député qui, simple pion sur l'échiquier des partis, sera privé du pouvoir — puis bientôt du désir — de promouvoir une politique décentralisatrice ?

Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**





pendu, puits et pendule irakiens

La nationalisation de l'«Iraq Petroleum Company» n'aura pas, il s'en faut, causé autant de remous que celle, opérée naguère de la «Compagnie Universelle du Canal de Suez». Cela s'explique d'abord par le fait que l'I.P.C. s'attendait à pareille décision (1) ; cela se comprend aussi dans la mesure où cette disposition n'a pas été prise contre le monde occidental dans son ensemble, mais comme réplique à un mercantilisme du plus pur style colonial ; cela en outre ne semble pas venir d'une impulsion irréflectée puisque la «Compagnie des Pétroles de Bassorah», qui réunit les mêmes actionnaires que l'I.P.C., n'a pas subi le même sort ; l'Irak enfin n'a pas exclu le principe de l'indemnisation des sociétés dessaisies.

Cet Irak, qui tente aujourd'hui de reprendre son bien et qui voudrait qu'il en soit fait meilleur usage, représente sur l'échiquier oriental un Etat très affaibli. Cet affaiblissement a plusieurs causes, il vient en premier lieu d'un appauvrissement.

LES MERCANTIS DE L'I.P.C.

L'I.P.C. a en effet, au cours des dix dernières années, ralenti la production de pétrole irakien si l'on se réfère aux normes mondiales d'exploitation. En avril et mai de cette année, l'I.P.C. a chargé 50 % de moins de pétrole brut en invoquant des raisons simplement commerciales : le prix de revient du pétrole de Kirkouk acheminé vers les ports de Tripoli et de Baniyas, était plus élevé que celui de Bassorah, tout proche du Golfe Persique ; au surplus, l'avantage de la proximité de Kirkouk était annulé par la baisse sensible des taux de fret et l'énorme capacité des navires pétroliers géants. Bien que cette argumentation de l'I.P.C. se réfère à des phénomènes économiques réels, on ne peut que regretter ce type de réaction à courte vue. L'Irak, en effet, voit ainsi compromettre toute sa politique économique, tous ses efforts de développement.

IRAK, RÉPUBLIQUE DES PENDUS

Mais l'application sommaire des règles du mercantilisme n'aurait pas suffi à causer dans l'Etat irakien la faiblesse dont il souffre. Il convient de noter combien l'Irak a été déchiré par des luttes partisans depuis la sanglante révolution de juillet 1958. Massacres, procès implacables, émeutes réprimées ou triomphantes, les violences ont rarement cessé. Pour comble de misère, l'entêtement de quelques dirigeants aura causé la terrible guerre arabo-kurde. Après une lutte héroïque, les Kurdes,

commandés par le général Barzani, ont obtenu que la structure de l'Etat soit fédérale.

Un tel Irak exténué, exsangue et démoralisé, a tout naturellement été tenté de vendre son âme au diable. Le diable en personne ne se présenta pas (il le fait d'ailleurs rarement). Mais les Soviétiques, qui ne pouvaient qu'être enchantés en constatant les misères irakiennes, se donnèrent pour alliés, pour amis. Ils décidèrent donc de «soutenir» l'Irak de la même façon que, selon une célèbre formule, «la corde soutient le pendu». Le processus de «soutien» a commencé : les Irakiens peuvent voir que les Soviétiques n'offrent pas grand chose à leurs alliés. Ils peuvent de même constater qu'ils font payer très cher le peu qu'ils donnent.

Dans le même chapitre négatif, comment ne pas regretter que l'Irak accepte de servir de base arrière aux terroristes et aux tueurs qui s'efforcent d'imposer à la majorité des Iraniens, soit un régime ultra-réactionnaire, soit un régime ultra-communiste, quand l'Iran les rejette absolument ?

LES CHANCES FRANÇAISES...

Mais si l'Irak, comme il est probable, souhaite de réunir des chances de renouveau, c'est là qu'il peut traiter avec la France : c'est même le souhait explicite des officiels irakiens offrant une négociation privilégiée à la Compagnie Française des Pétroles.

En effet, la France, sauf cachotterie improbable de M. Maurice Schumann, ne nourrit pas de dessein impérialiste à l'encontre de l'Irak (comme le fait la Russie). Notre puissance politique ne saurait porter ombrage à l'Irak. Et s'il y a encore une politique étrangère française, elle ne peut être que celle de l'indépendance des nations. Rien d'analogue aux vues de l'I.P.C. D'où la valeur des offres irakiennes à la C.F.P. qui se situe exactement dans l'intérêt des deux pays (2).

... ET LA DÉMISSION ATLANTIQUE

Des Français «atlantiques» déconseilleront d'accepter l'offre irakienne. Et comme il est touchant de constater l'atlantisme béat, docile, respectueux, de certains cadres supérieurs de l'économie française ! Prisonniers d'une notion frivole de «l'honorabilité», ils ne conçoivent la pratique des règlements internationaux que lorsqu'ils constatent qu'elle est opposable à la France. Il ne leur vient jamais à l'esprit que la base nécessaire des contrats se reconnaît dans une exacte réciprocité.

Que les Américains s'empressent de nuire aux négociations pétrolières françaises à Alger — par le biais de la société *El Paso* — nos braves gens montrent qu'ils acceptent de se résigner devant les libres signatures échangées entre deux libres contractants. S'il s'agit pour la France de tirer parti de la bienveillance réelle des Arabes qui se manifeste non seulement en paroles, mais par des gestes et des actes de grande portée pratique, cette collection d'honnêtes gens se récrie : «Tout d'abord, ce pétrole contient trop de soufre ; et puis l'honorable M. Stockwell, directeur général de l'I.P.C., entend plaider. Il a d'ailleurs décrété que le pétrole irakien est rouge. Et comment pourrait-on utiliser un carburant d'une telle couleur ? » Personne, en son temps, n'aurait osé dire que le gaz saharien était *jaune*, par exemple.

Enfin, il est clair que cette élite technique et industrielle, de nationalité française, dans sa majorité et pour de longues années, réagit selon des réflexes de colonisée inconditionnelle. On pourrait lui appliquer le mot de Voltaire : «Non, il n'est rien que Nanine n'honore...», en excluant cependant de cette manie d'honorer, tout ce qui constitue le bien-être et la sécurité de la France.

Cela signifie que si le gouvernement entend tirer justement parti de la situation, il devra neutraliser la mauvaise grâce desdites élites, compenser une certaine forme de débilité des caractères, veiller dans le détail à l'exécution d'une politique menée dans l'intérêt national.

PERCEVAL.

(1) Par la loi n° 80 du 11 décembre 1961, l'Irak avait retiré à l'I.P.C. les périmètres non exploités. Quelque temps après, le général Kassem avait été obligé de transiger.

(2) Le pétrole irakien représente 14 % des importations françaises et 32,5 % des ressources de la C.F.P.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE

Édité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{re})

Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F

Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :

Yvan AUMONT

Directeur politique : Gérard Leclerc.
Rédacteur en chef : Arnaud Fabre.

REDACTION :

Politique intérieure : Paul Maissonblanche, Christian Dujardin, Bertrand La Richardais, Patrick Plessis, Stanislas Leblanc, Hervé Catta, Gilles Desorres.

Politique étrangère : Axel Alberg, Philippe Vergne, François Martin, Perceval (Moyen-Orient), Yann Kerlann (Extrême-Orient).

Politique sociale : G.-P. Wagner, J.-C. Fréaud (Justice), Philippe Dartois, Jean-Pierre Boulogne (Médecine), Marius Brémont.

Politique économique : Ph. Dillmann, Ph.-H. Durocher, J. Delcour, Henri Villemart.

Les idées : Gérard Leclerc, Bertrand Renouvin, Francis Bertin.

Lettres, Art, Spectacles : Christian Delaroche, Dominique Paoli, Anne Richard.

Enquêtes et débats : Bertrand Renouvin, Patrice Bertin.

Secrétariat de rédaction : François Fleutot, Thierry Barberousse.

imprimerie abexpress

72, rue du château-d'eau paris 10^e

la dynamique des peuples

En 1757, un européiste publiait, sous le nom fort court de Chevalier G., un opuscule dont le titre en disait, en revanche, fort long, sur les illusions du siècle : « Toutes les puissances politiques devraient suspendre les armes pendant vingt ans, proclamait-il, puis signer un pacte instaurant, une fois pour toutes, la pacification générale. »

I EUROPÉISME ET ROUSSISME

L'opuscule parut à Amsterdam, l'une des métropoles du protestantisme flamboyant. Or ce fut en Hollande que s'était naguère réfugié Baruch de Spinoza dont Sulley Prudhomme disait :

C'était un homme doux, de chétive santé,
Qui, tout en polissant des verres de lunettes,
Mit l'essence divine en formules nettes :

Si nettes, que le monde en fut épouvanté !
Comme, dès 1750, Jean-Jacques Rousseau avait proclamé que l'homme était naturellement bon, que la société l'avait corrompu et qu'il suffisait de retourner à l'état de nature pour résoudre tous les problèmes, le Chevalier G., lorsqu'il proposa quelque chose d'intermédiaire entre l'Europe des Nations et les Etats Unis d'Europe, baignait, si l'on veut, dans « un flot de lumière ».

Vous allez chez votre tailleur, écrivait Demolins, et il vous dit : « Je ne prends pas mes mesures sur vous, mais sur l'Apollon du Belvédère. » Propos flatteur, mais ce vêtement parfait ne fournira jamais qu'un rayon de confection. C'est à peu près ce que fait le Chevalier G. Un tour à travers son brumeux polder, et il dicte des lois aux Corses et aux Polonais.

La recherche de l'unité avait été le rêve millénaire des peuples d'Occident. Ils ne l'ont pas atteinte, dans l'ordre politique, où la nostalgie de l'Empire perdu laissait de longs souvenirs et suscitait d'innombrables tentatives. On crut avoir retrouvé à la fois César et Charlemagne, quand le Germain Othon ceignit la couronne. Les Empereurs portèrent deux titres : celui de roi des Romains que leur conférait l'élection en Allemagne ;

celui d'Empereur qu'ils tenaient de l'onction pontificale à Rome. Ainsi, dans l'unité morale de la chrétienté, s'équilibraient les deux éléments de l'Ordre : le Saint-Siège et les électeurs de l'Empire. L'internationale n'était pas alors un vain mot ; mais les schismes la déchirèrent et, en 1757, tous les traités parlaient depuis cent ans, c'est-à-dire depuis celui de Westphalie, d'instituer une tranquillité permanente... pour préluder, chaque fois, à de nouvelles empoignades. Les européistes du XVIII^e n'étaient plus que des attardés.

Or la situation n'a fait que se détériorer depuis.

II LES FAUX PROPHÈTES

Le trait caractéristique des faux prophètes comme le Chevalier G., c'est qu'ils semblent vouloir transformer en actions cotées à la bourse de New York et en fusées à tête chercheuse les valeurs de l'Ancien Testament. La civilisation de la Bible et des sous-marins atomiques a pour berceaux des villes comme Genève et Amsterdam. Elle voit l'Europe en congrès et veut passer, pour faire l'unité, sur l'ordre français, comme on passe sur le corps de l'ennemi inflexible qui garde la tête haute, mais les pieds sur terre.

Ce n'était certes pas ainsi qu'avait raisonné jadis un Erasme, le père de l'humanisme. Quel conseil donnait-il aux jeunes gens ? Dans une situation trouble de l'Europe, il faut d'abord former des âmes. Cette recette reste valable aujourd'hui où l'on ne songe plus qu'à supprimer le latin des programmes et à enseigner une orthographe phonétique aux enfants.

Regardez un Léon Bourgeois, un Briand, un Lécaneuf. Ils ont tous le même geste inspiré, les mêmes trémolos dans la voix, la même mèche en bataille pour dénoncer les aberrations du passé. D'où tirent-ils leur conviction ? Ils n'en savent rien, mais c'est écrit ! Le nivellement européen est bon en soi, parce que c'est une libération et, qui plus est, une libération fatale. Ils parlent au nom d'une révélation connue de quelques initiés, la Raison

leur est apparue sur le Sinaï et, régulièrement, les peuples qui les suivent sombrent dans le sang.

« C'est une chose certaine que la guerre deviendra de plus en plus rare, déclarait en 1909 Ernest Lavisse aux élèves de l'école primaire de Nouvion en Thiérache. Très certainement vous êtes nés à l'Avril d'une ère nouvelle. » Et il ajoutait : « Les avions volent si haut et se déplacent si vite qu'ils vont escamoter les frontières. » Sans parler de 1914, j'aurais bien voulu le voir, le bon apôtre, se déplacer, en juin 1940, sous une ombrelle de Messerschmitts !

III L'AVENIR FRANÇAIS

Voilà pourquoi depuis qu'en 1945 nous fûmes quatre à relancer clandestinement l'Action française dans les Documents nationaux, nous qui sommes des maurrassiens et non des rêveurs, n'avons cessé de mettre l'accent sur deux règles impératives de survie :

— Oui pour l'Alliance renforcée, doublée d'une mise en harmonie des systèmes économiques. Non pour le Bloc.

— Armons, armons, armons et fortifions tant que nous pouvons notre Nationalité, car notre disparition en tant que peuple signifierait pour nous l'esclavage et, pour toute l'humanité, une régression.

N'en déplaise aux amateurs de grands ensembles préfabriqués, il existe une dynamique des Peuples. Les Japonais n'étaient plus qu'un peu moins de vingt millions, en 1853, quand le Commodore Perry eut la fâcheuse idée d'ouvrir à coup de canon le port de Nagasaki au commerce américain. Il y a belle lurette, en 1972, qu'ils ont doublé le cap des cent millions et qu'avec une superficie infime et des ressources naturelles nulles, ils se classent au troisième rang des puissances économiques du monde, malgré leur désastre de 1945.

Si certains parlent de miracle, c'est qu'ils ignorent tout de la question. Le Japon n'était pas, en 1853, une nation divisée par la démocratie. C'était un pays organisé, sous la direction d'un Empereur, et qui gardait intacte sa foi dans le Bushido, leur Code de l'Honneur. Le Norito, c'est-à-dire la formule de prière du Shintoïsme, emploie, pour désigner l'homme, le terme de masuhito, « homme qui augmente ». D'après la mythologie, lorsque la déesse Izanami dit à son époux, le dieu Izanagi : « Je vais tuer par jour mille hommes de ton pays », elle s'attira cette réplique : « Si tu fais ainsi, j'établirai quinze cents maisons d'accouchement par jour. »

Pourquoi un peuple civilisé, comme la France, ne ferait-il pas aussi bien que le Japon ?

Si notre déclin se précipite, ce n'est pas que notre économie soit tellement surclassée, malgré les retards pris sous la III^e République. Notre puissance énergétique s'est hissée à un niveau appréciable (plus de cent milliards de kW d'électricité par an). Pierrelatte existe et le séisme de Fos — Defferre dixit — a éclaté. Le désert français abrite, en 1972, 51 millions d'habitants, c'est-à-dire moins que l'Allemagne de l'Ouest, pourtant trois fois plus petite. A nous de repartir de l'avant.

Les nations ne restent pas figées dans l'Histoire. Elles ne s'additionnent pas comme des chiffres. Il y en a qui montent, d'autres qui tombent. La nôtre est tombée, car la démocratie a fait perdre la tête à 99 % des Français ; et les puissances matérialistes de l'Argent, subordonnées ou non à l'Etranger, sont seules capables, aujourd'hui, de payer le prix énorme qu'il faut pour gagner les élections.

Vive le peuple de France ! Mais pour qu'il vive, vive le roi !

Jacques CORDAY.

NAF . TELEX . . . NAF . TELEX

● BARBIE NEIN, TOUVIER OUI. — En authentique nationaliste français, M. Pompidou n'a jamais supporté — comme il l'a dit à Merry Bromberger — que des uniformes vert-de-gris souillent l'Opéra pendant l'occupation. Il n'a pas davantage admis que des Allemands arrêtent et déportent des Français pour le compte d'Hitler comme ce Klaus Barbie qui, se substituant aux Français seuls mandatés pour cela, a fait fusiller des résistants, déporter des Juifs. Il a donc demandé l'extradition du bourreau de Lyon. Son adjoint, Touvier, en revanche, n'est pas un Teuton lui au moins ; il est donc bien plus sympathique. Déportons, mais déportons Français que diable ! Et M. Pompidou a enfin accordé à Touvier, condamné à mort par contumace en 1947, réfugié depuis à l'Archevêché de Lyon (!), sa grâce assor-

tie de la permission de rentrer en possession de tous ses biens, y compris ceux qu'il a volés à des déportés. Moyennant quoi, il ira se recueillir dimanche prochain devant le Mémorial des martyrs de la Résistance au Mont-Valérien !

● PARIS-POLLUTION. — Le samedi 10 juin, cinq mille manifestants ont défilé à l'appel du Comité « Sauver Paris » et des Amis de la Nature pour protester contre la dégradation de l'environnement. Aux cris de « Liberté pour Paris - Non à la Voie Express », ils ont défilé du quai Saint-Bernard au Pont des Arts avec quelques dizaines de mètres carrés de gazon, tenté de planter quelques arbustes sur les berges et d'organiser un bal sur le Pont des Arts. Ceci a-t-il déplu aux forces de « l'ordre » ?

le mouvement royaliste



camp royaliste

Véritable « Université d'été », les campeurs recevront à la fois une formation théorique et doctrinale par les conférences et les cercles d'études, et une formation pratique pour toutes les activités utiles au militant d'Action française. Destiné essentiellement aux militants désireux de recevoir une bonne formation de base, le camp aura un nombre de places strictement limité. L'encadrement sera formé d'un certain nombre de militants chevronnés désignés par la Direction des Etudes qui est placée sous l'autorité de Gérard Leclerc et de Michel Giraud. Le Chef de Camp sera Guy Lemaignan (Orléans), la direction de l'intendance est confiée à M^{lle} Yolande de Prunelé.

Dates : pour l'encadrement (du samedi 15 juillet au soir au dimanche 30 juillet au soir).

Pour les autres participants : du dimanche 16 juillet dans la journée au dimanche 30 juillet au soir.

Lieu : le camp se tiendra probablement en Vendée ou en Bretagne.

Conditions : les demandes d'inscriptions doivent nous être adressées à l'avance. L'accès du camp sera refusé à ceux qui n'auront pas rempli cette formalité. Il n'y aura cette année aucune location de matériel au camp. Les campeurs devront donc se procurer à l'avance et par leurs propres moyens : tente, lit de camp, sac de couchage et couverts.

Le prix du séjour est fixé à 240 F pour toute la durée du camp, pour les inscriptions parvenues avant le 5 juillet. Passée cette date, le prix du séjour est fixé à 260 F.

pour l'imprimerie royaliste

Nous vous avons fait savoir dans nos numéros précédents que la N.A.F. étudiait la possibilité d'acquérir une imprimerie.

L'étude que nous avons menée depuis plus de un an nous indique clairement que la rentabilité d'une telle entreprise est non seulement possible, mais pratiquement réalisée avec les seuls organes de la N.A.F. Pour cela nous avons choisi des machines en fonction des travaux que nous aurons à effectuer et du chiffre d'affaires que nous pouvons réaliser.

Les machines composant l'imprimerie se trouvent à l'avant-garde de la technique en ce domaine.

1. La composition sera faite par photocomposition, qui n'est employée actuellement que par les grands hebdomadaires. Ce procédé utilise deux matériels différents :

a) Des claviers machines à écrire qui perforeront une bande de papier. La dactylo frappe son texte « au kilomètre » sans se soucier de la mise en pages, choisissant seulement le caractère des lettres qu'elle veut obtenir.

b) Un ordinateur, sur lequel viennent se placer les bandes de papier ainsi perforées. Cet appareil compose le texte au moyen d'une cellule photo-électrique qui vient frapper un disque sur lequel sont composés six alphabets différents.

L'alignement à droite et à gauche de la colonne est automatique.

2. L'impression sera obtenue grâce à une offset de de format 50 x 36 permettant la polychromie.

3. L'assemblage des feuilles sera fait avec une assembleuse de onze postes, pouvant ainsi obtenir un hebdomadaire de 44 pages.

Autour de ce matériel viennent se greffer d'autres organes dont je vous épargne la liste.

Le prix total de ces machines est de 270.000 F T.T.C.

Ce matériel nous permet pratiquement de tout imprimer, tracts, revues et même livres puisque l'assembleuse est munie d'une piqueuse à fils.

A raison des avantages nombreux qu'offre l'acquisition d'une imprimerie, le Comité directeur a

pris la décision de mettre le projet à exécution pour le mois de septembre.

POUR CELA VOUS DEVEZ NOUS AIDER

Tous les industriels le savent, une entreprise a besoin pour démarrer, d'une trésorerie qui lui permette de parer aux premiers frais : bail, avance sur loyer, premier versement du trimestre de leasing, avance client qui permet de parer au paiement à échéance, et autres tracasseries du même genre.

Le montant de cette trésorerie est de 70.000 F.

Nous nous adressons donc à nos lecteurs et militants conscients du progrès que va nous apporter cette entreprise pour leur demander de nous soutenir.

Vous le pouvez de deux façons :

1. Par des dons dont le montant n'est pas limitatif.

2. Par des prêts, à intérêt de 5 % que vous consentiriez pour un délai de 1 ou 2 ans. La somme minimum dans ce cas est de 500 F.

Nous tenons à la disposition des personnes qui le désirent le compte d'exploitation prévisionnel que nous avons établi. Vous adresserez votre demande à S.N.P.F., Gérard CARPENTIER, 17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris (1^{er}).

Nous nous permettons d'insister sur l'urgence de vos réponses. Concrètement, votre soutien immédiat doit nous permettre de signer dès le mois de juin le bail de l'atelier et nous permettre d'obtenir la caution des banques.

LE PROGRÈS DE LA N.A.F. EST ENTRE VOS MAINS

Veuillez remplir ce bulletin :

POUR L'IMPRIMERIE ROYALISTE

☐ Je fais le don de la somme de : francs.

☐ Je prête la somme de F à intérêt de 5 % pendant ans.

Retournez ce bulletin à S.N.P.F., 17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris (1^{er}).

Nous envoyons votre chèque bancaire ou votre C.C.P. à l'ordre de :

La Nouvelle Action française (C.C.P. N.A.F. 642-31).

réunions

NANTES :

Judi 15 juin :

13 h 30 Déjeuner-débat avec Gérard Leclerc, au Restaurant Jean-V, rue Voltaire. Inscriptions auprès de M. Hervé Louboutin, 113, rue du Général-Buat, 44 - Nantes.

20 h 45 Conférence de Gérard Leclerc : « Heureux ou aliéné ? ». Central-Hôtel, 4, rue du Couédic, Nantes.

RUEIL et environs :

Attention : La réunion mensuelle aura lieu le vendredi 16 juin à 20 h 45, 8, rue des Godardes à Rueil, avec la Participation de Joël Broquet.

Section du 15^e :

Vendredi 16 juin, à 21 heures, Gérard Leclerc : « La N.A.F., un an de combat, nos projets d'avenir. » Exposé-débat.

Salle réservée au sous-sol du Café des Sports, 24, rue Alain-Chartier (Métro Convention).

GRENOBLE :

24 juin : Fête de la Saint-Jean, nuit en Chartrouse. Rendez-vous 19 heures, au local de la F.R.D.S., 4, rue square des Postes.

petites annonces

Notre ami Joseph Remacle expose ses aquarelles, tous les jours, du 15 juin au 1^{er} juillet, de 12 heures à 2 heures du matin, au « Procope », 13, rue de l'Ancienne-Comédie (1^{er} étage), Paris (6^e).

vivre ou gagner !

« Politique-Hebdo » alerte ses lecteurs : il n'est pas sûr de passer l'été. Juillet et août risquent de lui être fatals, si ses lecteurs n'interviennent massivement pour mettre à flot sa trésorerie. Hebdo politique, engagé à fond dans les luttes politiques, la « N.A.F. » a les mêmes problèmes que son confrère. Ses lecteurs connaissent donc leur devoir : s'abonner ou se réabonner sans retard. C'est pour nous un impératif de vie ou de survie.

Mais que nous importe de survivre ? L'existence de la « Naf-Hebdo » n'est pas un tout en soi. Elle est au service de la royalisation du pays. Sa mission est d'avancer toujours plus vite dans ce sens. Si nous nous mettions à faire du sur place, il vaudrait mieux rentrer chez soi, cultiver les épinards ou chasser le dahu. Ce serait la preuve de notre incapacité.

L'objectif est de gagner. Pour gagner, il faut faire de la force, rassembler du monde, faire sans cesse des royalistes. Concrètement cela signifie : gagner plusieurs milliers de lecteurs dans les prochains mois.

Donc, il faut :

1^o Faire des abonnés.

2^o Faire encore des abonnés.

3^o Faire toujours des abonnés.

Ou à défaut (on peut faire les deux à la fois), nous envoyer de l'argent pour que nous puissions développer nos opérations de promotion.

Gérard LECLERC.

l'action française aujourd'hui

Après un an de combat, notre mouvement peut sans complexes affirmer, parce qu'il l'a prouvé, que la tradition d'A.F. a été par lui assumée avec toutes ses exigences et ses promesses : assumée par lui et par lui seul. Loin des querelles de cour byzantines, du lamentable spectacle donné par d'autres, la Nouvelle Action française n'a cherché qu'à conquérir le pays à sa propre cause, celle de la monarchie fondatrice de la nation et principe de sa future renaissance.

Cette conquête, nous l'avons entreprise selon deux axes essentiels, dont nous n'étions d'ailleurs pas les inventeurs. Simplement la réflexion stratégique menée à partir des réalités de notre temps confirmait le bien-fondé des deux options déjà adoptées au début du siècle par nos maîtres : « intelligentsia » et citoyens actifs.

Définir les milieux privilégiés où notre action pouvait se déployer avec le plus d'efficacité en vue du but final, ne suffisait pourtant pas. Il fallait encore en rechercher les modalités, ce qui supposait une étude sans cesse reprise de ces milieux, de leurs aspirations, de leurs difficultés, cette étude se confondant avec celle de la société d'aujourd'hui.

UN PROJET DE CIVILISATION

Pareil projet, on le voit, excluait une conception restrictive du politique, ramené au seul souci des institutions. Bien sûr, le « politique d'abord » garde toute sa valeur. Notre monarchisme ne s'explique pas sans lui, mais affirmer que les institutions forment la structure de la cité, n'a jamais voulu dire qu'il ne fallait s'intéresser qu'à l'Etat, à lui seul. Le concept de démocratie ne renvoie pas uniquement à la forme électorale des institutions du pays. Il sous-entend encore un ensemble d'idées générales, des mœurs, un art de vivre ou plutôt une absence d'art de vivre...

Cela n'a l'air de rien. Mais cette volonté d'affronter le problème de la cité dans toutes ses dimensions constitue la caractéristique fondamentale de la N.A.F. et donc les méthodes de sa stratégie. Entretenant une re-lecture du corpus maurassien, nous avions pris conscience de sa véritable ampleur, nous avions découvert présent à tous les moments d'une pensée un projet de civilisation, non pas gratuit, non de pure invention, mais bien plutôt accordé au génie de la France. Pierre Boutang dirait : à son secret.

C'est ce projet sans cesse repris, redécouvert, parce que inépuisable, qui présenté à l'intelligence spéculative et pratique de ce pays, doit déboucher sur la question institutionnelle, la médiation indispensable pour qu'il ait une chance de s'incarner dans l'histoire.

On trouvera évidemment ces propos bien généraux. Mais les rédacteurs de la N.A.F. et tous nos militants se sont chargés de les illustrer. Dans tous les domaines, en économie où il s'agit de rompre avec la logique du capitalisme, dans le domaine social où il faut reposer entièrement le problème de la participation, dans la vie quotidienne rongée par l'aliénation démocratique, dans la commune, dans la région où il s'agit de replacer les centres de décision confisqués par la bureaucratie et la technocratie, partout donc nous avons tenté d'esquisser et d'illustrer notre projet de civilisation. Nous ne l'avons pas fait que spéculativement.

Sur le terrain, nous avons montré que nous ne nous contentions pas des bons principes, ou du rappel liturgique des actions de nos prédécesseurs du siècle passé. Le soutien apporté aux travailleurs du *Joint Français*, l'engagement de nos militants au sein du Comité « Sauver Paris » et leur participation à toutes les manifestations pour la qualité de la vie, constituent des exemples que nous multiplierons. Dans ce domaine, ce n'est qu'un début... Comment serions-nous crus si nous ne mettons pas nos actes en accord avec nos intentions proclamées ? La conquête des Français actifs est à ce prix : nous ne serons

crédibles et nous ne serons suivis que lorsqu'on nous aura vus présents à la tête des mouvements du pays réel.

LA DÉGÉNÉRESCENCE DU GAULLISME

Poser les problèmes de la société française et participer à ses luttes ne signifie pas se désintéresser de l'Etat. Cet Etat, nous le retrouvons d'abord partout présent dans la mesure où il a envahi la vie entière. Mais indépendamment de notre opposition à sa tyrannie administrative, nous suivons son évolution, l'analysons, la contestons au nom de notre régence des nationalistes. Nous n'avons pas rompu avec la pratique constante de l'A.F. qui consiste à suivre l'Etat républicain pas à pas, de le juger et de le dénoncer.

Ce faisant, nous nous trouvons devant un régime qui prétendait assumer pour le meilleur et pour le pire l'héritage gaullien.

Un ami, de notre famille d'esprit mais qui a beaucoup plus d'indulgence que nous pour ce régime, nous le définissait un jour comme la synthèse de trois apports contradictoires : apport démocratique évidemment, mais aussi apport technocratique et apport monarchique. La technocratie, précisait-il, est l'aspect aristocratique du régime. La monarchie, elle, constitue l'héritage proprement gaullien, celui en tout cas auquel le général était le plus attaché, dans la mesure où il donne à l'Etat indépendance, continuité et force.

Incontestablement, de Gaulle avait personnalisé le pouvoir et lui avait conféré quelque chose de monarchique. La volonté de mener, et de mener lui seul la politique étrangère de la France, de rendre au pays son autonomie de manœuvre en refusant le joug des hégémonies, cette volonté avait une référence capétienne.

On peut se demander si Pompidou est resté dans la tradition gaullienne sur ce point. N'assisterait-on pas au contraire à la dégradation du principe que de Gaulle avait tenté d'institutionnaliser avec la V^e République et que lui seul pouvait respecter du fait de sa personnalité historique ? Il est curieux de constater que le général, au grand scandale des vieux démocrates purs et durs, n'a cessé d'affirmer une légitimité radicalement étrangère à la démocratie.

Même si nous contestons cette légitimité, force nous est de constater que par elle de Gaulle échappait dans une large part aux contraintes du régime d'opinion.

Pompidou ne disposant pas de cette légitimité, ne pouvant se référer à un appel muet mais irrésistible de l'histoire, était condamné à se laisser engluier dans le marais démocratique. Il est impossible de faire prévaloir une politique capétienne quand on est lié au courant dominant, à ses flux et reflux. Nous l'avons vu sans surprise reprendre le cheval de bataille européen en sauvegardant quelques apparences, pour cette simple raison que le mythe européen est l'unique recours de notre classe politique. Incapable de concevoir un projet de civilisation pour la France, sa tentation permanente est la fuite en avant, c'est-à-dire en Europe.

La disparition du général ne pouvait signifier que l'abandon de la souveraineté française dans la mesure où la démocratie reprendrait tous ses droits. Nous y sommes. Cela explique que notre opposition au régime se concentre et se concentrera de plus en plus sur la question européenne. On comprend ainsi que le *front patriotique* est dans la logique pleine et entière de notre réflexion et de notre action.

Notre projet de civilisation passe par la restauration de la nation comme cadre indispensable à son épanouissement. Le front patriotique est destiné à rassembler ceux qui ont compris que l'Europe signifiait la fin de tout espoir de restauration de la cité.

Gérard LECLERC.